

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(96)/ST/15

9 décembre 1996

(96-5186)

CONFERENCE MINISTERIELLE
Singapour, 9-13 décembre 1996

Original: anglais

THAILANDE

Déclaration de S.E. M. Amnuay Viravan
Vice-Premier Ministre et Ministre des finances

J'ai le grand plaisir d'exprimer ma gratitude à S.E. M. Goh Chok Tong pour son allocution d'ouverture si enrichissante qui nous a fait partager sa façon d'appréhender les buts et objectifs de cette importante réunion ministérielle. Je tiens également à vous remercier chaleureusement pour l'hospitalité dont vous avez fait montre à l'égard de ma délégation. Ce n'est bien entendu pas la première fois que j'ai l'occasion de constater cette générosité et cette amabilité que l'on se plaît toujours à reconnaître à Singapour.

Le choix de Singapour pour la tenue de la première réunion politique de l'OMC est peut-être la meilleure illustration de la réussite d'une économie dans laquelle le commerce a toujours joué un rôle moteur.

Le fait que cette réunion importante ait lieu dans un des pays de l'ANASE est de bon augure pour la région et témoigne des progrès économiques que nous avons accomplis sous l'égide du système commercial multilatéral.

La signature de l'Accord du Cycle d'Uruguay à Marrakech en avril 1994 a consacré la création d'une OMC porteuse de beaucoup d'espoirs et d'attentes en tant que premier fondement juridique et institutionnel pleinement reconnu du système commercial multilatéral. Notre présence ici à Singapour témoigne de l'importance politique que nous attachons aux aspirations, implications et préoccupations inhérentes à cette nouvelle institution.

Nous constatons rétrospectivement que, sur le plan de l'économie, de nombreux événements ont jalonné ces dernières années. Nous avons assisté à la prolifération de nouveaux arrangements commerciaux régionaux. L'OMC avait recensé l'année dernière déjà une centaine de groupements régionaux ou sous-régionaux. Des mesures extraterritoriales ont continué d'être appliquées à des Etats Membres souverains. Au cours de cette période, de nombreux pays exportateurs, dont la Thaïlande, ont connu un ralentissement de la croissance de leurs exportations. Et, en raison d'une interdépendance économique croissante, les pays développés tout comme les pays en développement ont dû faire face à des contraintes financières. Ces phénomènes mondiaux illustrent le fait que la mondialisation est une réalité qui prend corps parmi les nations et qui comporte des défis, des possibilités et des problèmes qui influenceront de manière significative sur l'évolution et la viabilité du système commercial multilatéral.

Toutefois, malgré tous les événements qui se sont produits depuis la création de cette Organisation, la mise en oeuvre des résultats du Cycle d'Uruguay n'a pas été très fructueuse. La libéralisation du commerce et la mise en oeuvre des résultats sont encore incomplètes dans beaucoup de domaines importants. Plusieurs questions non résolues figurent encore à notre programme de travail. Il serait illusoire de croire que la mise en oeuvre complète des résultats du Cycle d'Uruguay est simple

et facile. Nous aurons beaucoup à faire en matière de libéralisation et de mise en oeuvre jusqu'au siècle prochain.

Cela étant, la préoccupation immédiate de l'OMC devrait être de se concentrer sur la mise en oeuvre et la

travaux futurs qui seront entrepris. Il est nécessaire que ces questions soient envisagées à l'OMC de manière plus horizontale et plus globale. Les travaux doivent prendre en compte les intérêts de tous ceux qui participent au système commercial à tous les niveaux, pays développés, pays en développement et pays les moins avancés.

Pour que les politiques en matière d'investissement et de concurrence soient véritablement mondiales et adaptées aux changements constants dans le monde jusqu'au prochain millénaire, une large couverture doit être envisagée. Pour l'heure, les propositions concernant la collecte de renseignements et le processus éducatif devraient être abordées de la manière la plus complète possible.

La Thaïlande a toujours soutenu l'initiative en vue d'une libéralisation accrue pour les produits des technologies de l'information. Notre succès en ce qui concerne l'Accord sur les technologies de l'information aura une valeur immense et contribuera grandement à l'amélioration du bien-être de nos peuples. Il est très important que l'accord sur les technologies de